

# L'économie peut-elle (re)devenir une science sociale ?

## À propos des relations entre économie et histoire

**Robert BOYER**

PSE – UMR8545

boyer@pse.ens.fr

### 1. Introduction

Le cœur de la discipline économique se caractérise aujourd'hui par une autonomie revendiquée vis-à-vis des autres sciences sociales : le champ économique met en jeu un principe de rationalité substantielle, les représentations et les croyances se réduisent à l'hypothèse d'anticipations rationnelles et le marché est la forme canonique et exclusive d'une coordination d'une société composée d'individus sérialisés. Sociologie, sciences politiques et histoire ne peuvent donc contribuer à l'intelligibilité du monde économique.

L'évolution de la macroéconomie depuis John Maynard Keynes fournit une image frappante de cette autonomisation. Alors que la *Théorie générale* était fondée sur l'asymétrie entre entreprises et salariés, investisseurs et épargnants ou encore esprit d'entreprise et spéculation, à un moment précis de l'histoire du capitalisme, la nouvelle macroéconomie classique se construit à partir d'un agent représentatif, doté de toutes les propriétés de l'*homo oeconomicus* auquel la théorie prête la capacité d'analyse de l'économiste professionnel et de calcul du statisticien chevronné. À ce niveau d'abstraction, on peut résumer toute économie par un modèle d'équilibre, dont la structure est universelle et *a priori* atemporelle, seulement perturbée par la succession d'événements extérieurs, assimilés à des chocs stochastiques, généralement de productivité du côté de la production, de confiance du côté de la demande. Dans ces modèles qui n'ont cessé de se perfectionner, les mécanismes économiques sont invariants et ressortent de la seule compétence de la discipline économique, l'histoire fournit la chronique des chocs qui viennent perturber l'équilibre d'une économie fondamentalement auto-équilibrée. L'économiste est du côté de la science, de la structure et des invariants, l'histoire ne livrant qu'une succession d'événements, au demeurant sans lien entre eux puisque fondamentalement aléatoires.

## 2. L'irruption de l'histoire lors des grandes crises : le point de départ de paradigmes alternatifs

À la fin de chaque grande période historique, les économistes finissent par s'accorder sur une représentation de l'économie dont la force tient à la cohérence des propositions que l'on déduit d'un petit nombre d'hypothèses fondatrices. Souvent survient alors un événement majeur, ininterprétable dans le paradigme académique dominant, c'est-à-dire une crise. C'est à cette occasion que, *nolens volens*, les économistes ont à reconnaître que leur discipline s'inscrit dans l'histoire et que le déroulement de la crise invalide leurs analyses. À partir de cette constatation, déjà présente dans l'œuvre de Joan Robinson, il est possible de construire un programme de recherche visant à faire de l'économie politique une discipline plongée dans l'histoire.

### 2.1. Crises endogènes, irréversibilité et enclassement de l'économie dans le politique

Lorsque survient un événement qui n'avait aucune place dans le paradigme en vigueur, par exemple une grande crise, ceux qui préoccupent plus la pertinence que la défense de l'orthodoxie remettent en cause trois des hypothèses canoniques de la discipline. D'abord, la phase qui précède la crise n'était pas caractérisée par la convergence vers un équilibre, mais au contraire par l'amorce d'un cycle endogène souvent tiré par l'emballlement du crédit et de la spéculation : l'hypothèse de choc exogène venant perturber un équilibre stable est largement invalidée. Ensuite est remise en cause une seconde hypothèse, celle de la réversibilité : au fur et à mesure du déroulement de la crise, la politique économique s'avère incapable de faire retour à la configuration qui prévalait avant qu'elle n'éclate. Après la redécouverte du temps cyclique, voilà que l'économiste doit reconnaître la plénitude du temps historique et les irréversibilités qu'il implique. Enfin, chaque crise financière et économique ne manque pas d'avoir des répercussions majeures sur les conflits sociaux et les processus politiques d'intermédiation entre intérêts contradictoires : l'histoire des grandes crises suggère que, sans l'intervention publique, aucune d'entre elles n'aurait été surmontée. Ainsi, économie, société et politique sont intimement liés, ce qui invalide le projet d'une économie pure.

### 2.2. Les répercussions de la crise de 1929 dans le champ académique : le consensus keynésien

La période de l'entre-deux-guerres fournit une confirmation des conséquences de l'irruption du temps de l'histoire dans le champ académique. Dans les années 1920, triomphait une théorie de l'équilibre, dans laquelle le chômage ne pouvait être que volontaire et non subi. John Maynard Keynes lui-même avait adopté cette vision dans son *Traité de la monnaie*, mais ce cadre analytique rendait incompréhensibles les enchaînements économiques conduisant au chômage de masse et de longue durée observé en Angleterre. On peut interpréter la *Théorie générale* comme la prise en compte des transformations historiques du capitalisme quant à la nature des évolutions macroéconomiques : conséquences de la reconnaissance du salariat sur la

formation du salaire, rôle déterminant des conventions financières sur la dynamique de l'investissement, impact de la concentration du revenu sur l'instabilité économique. En conséquence, il revenait à un acteur collectif, l'État, de corriger l'équilibre du sous-emploi, conséquence de cette nouvelle configuration du capitalisme. Ainsi naquit la macroéconomie et ce fut la boussole de la plupart des gouvernements après la Seconde Guerre mondiale. Pendant plusieurs décennies, les modèles d'inspiration keynésienne s'avèrent pertinents tant en matière de prévision que d'évaluation des politiques économiques.

### 3. Les conséquences paradoxales de la crise du fordisme : la recherche de fondements microéconomiques au péril de la pertinence

Les successeurs de Keynes furent trop confiants en la rupture épistémologique qu'ils annonçaient et crurent qu'ils disposaient véritablement d'une théorie générale, c'est-à-dire valable en tout temps et tous lieux. Ils ne perçurent pas que l'adoption de politiques keynésiennes était complémentaire de la mise en œuvre de la production de masse et d'un compromis salarial original qui échangeait acceptation de la rationalisation du travail contre une indexation des salaires réels sur la productivité. Si les bénéfices de la première s'érodent et si l'évolution politique remet en cause le second, alors le keynésianisme perd de sa pertinence, d'autant plus que s'ouvre l'économie à la concurrence internationale et que se généralisent et se diffusent les innovations financières. De plus, le succès du modèle de la consommation de masse et la prospérité qui en dérive favorisent les processus de différenciation et d'individualisation, terreau à partir duquel les tenants d'un individualisme méthodologique vont contester la scientificité du keynésianisme.

Longtemps limitée à la sphère académique, cette nouvelle économie classique commence à être reconnue ; la crise des années 1970 fait clairement ressortir les limites de la conception keynésienne : généralisation de la stagflation, perte d'efficacité des politiques de stabilisation de la conjoncture, sous-estimation des facteurs conditionnant l'offre dans un contexte de concurrence mondialisée... En vertu d'une logique du tiers exclu, si Keynes a tort, c'est donc que Friedman puis Lucas ont raison. Monétaristes puis nouveaux classiques affirment alors que seule l'explicitation de fondements microéconomiques permettra la construction d'une macroéconomie véritablement scientifique. La victoire académique puis institutionnelle de ce courant a été remarquable : la référence au keynésianisme a quasiment disparu de l'enseignement de la macroéconomie et, par ailleurs, les banques centrales ont adopté les modèles correspondants comme guides de leurs politiques économiques.

#### 3.1. La crise contemporaine marque l'échec intellectuel de cette stratégie

Avec la faillite de Lehman Brothers, cette élégante construction se révèle incapable de rendre compte des enchaînements macroéconomiques qui en découlent. Il devient de plus en plus difficile de soutenir qu'elles sont la conséquence d'un choc de productivité affectant le secteur immobilier ou d'une perte de confiance dans le système

financier de Wall Street. Clairement, l'absence d'une franche reprise économique tient à l'ampleur sans précédent d'une spéculation financière alimentée par une multiplicité d'innovations fondamentalement déstabilisatrices. De la même façon, il s'avère impossible d'alimenter une troisième bulle financière, car le canal qui va de la politique monétaire extrêmement accommodante au crédit privé est bloqué. Enfin, la crise débouche aussi sur un blocage politique lorsqu'il s'avère controversé aux États Unis de relever la limite de l'endettement public. Les trois critères d'historicité de la macroéconomie font un retour remarqué : caractère endogène de la crise, impossibilité d'un retour à une croissance tirée par le crédit, imbrication du social, du politique et de l'économique. Autant de phénomènes qui ne peuvent pas être analysés dans le cadre des modèles de cycle réel ou encore des modèles dynamiques stochastiques d'équilibre général. Impeccables par rapport à la logique de l'*homo aeconomicus*, ces modèles sont remarquablement non pertinents par rapport au monde contemporain caractérisé par l'hétérogénéité des agents économiques, la prégnance d'une logique financière et la large ouverture internationale des économies.

## 3.2. Les indices d'un retour aux sciences sociales

Cinq années après l'éclatement de la crise, l'orthodoxie macroéconomique continue à prévaloir et à être enseignée dans les départements d'économie. En effet, les chercheurs n'ont pas trouvé le moyen de sauver à peu de frais la théorie, mais la structuration du champ académique implique une forte inertie. En revanche, le domaine de la finance est le lieu d'intéressantes évolutions.

D'abord, la sociologie économique a montré comment la théorie des options et produits dérivés avait permis la construction de nouveaux marchés, en pleine expansion, car fort rentables [Mackenzie, Millo, 2003]. On ne saurait trouver meilleur exemple en faveur de l'hypothèse que les marchés sont des constructions sociales et non pas des données de nature. Ainsi, les théoriciens loin de se borner à une analyse positive d'une économie de marché se transforment en prédicateurs des marchés dont ils veulent étendre le champ. Ils y réussissent, mais au prix de la scientificité, car les modèles de formation du prix des actifs qu'ils inventent ne cadrent pas avec les distributions statistiques réellement observées [Mandelbrot, Hudson, 2005]. Tels des apprentis sorciers, ils ont donc une responsabilité dans l'éclatement de la bulle des *subprimes* : cet écart par rapport à une démarche scientifique ne fut pas sanctionné par la communauté des mathématiciens de la finance, tant les produits correspondants alimentaient profit, bonus, primes et stock-options.

Ensuite, l'hypothèse de rationalité des anticipations a montré toutes ses limites : face à des produits financiers nouveaux, dont même les concepteurs ne maîtrisaient pas complètement les propriétés, comment soutenir que leurs acheteurs étaient capables de former des anticipations correctes ? Même expérimentés, comme les grandes banques suisses, ils avaient été séduits par un discours présentant une image attractive de produits assurant une couverture du risque, alors même qu'ils étaient la source de nouveaux risques majeurs. À l'époque de la finance, c'est le *Storytelling* qui mène la danse [West, Anthony, 2000] : l'acheteur d'une action d'une entreprise cotée en Bourse a besoin que l'on raconte une belle histoire, car face à l'incertitude il n'est pas de méthode quantifiée et objective [Froud *et al.*, 2012]. Il en est de même sur les

marchés des *futures* où l'on cote par exemple le prix du pétrole à divers horizons : la complexité des processus géopolitiques est telle que le qualitatif, c'est-à-dire le discours, doit remplacer l'évaluation quantitative [Beckert, 2012]. À l'ère de la communication, la politique économique devient elle-même l'art de raconter des histoires séduisantes, si possible crédibles, auprès des divers publics que sont les investisseurs institutionnels, les entrepreneurs, les salariés et les citoyens [Lordon, 2002].

Enfin, les réflexions sur la formation des valeurs dans la finance mettent en évidence l'importance des représentations symboliques et des phénomènes de mimétisme c'est-à-dire d'interaction des agents [Orléan, 1999]. Or de tels phénomènes se retrouvent à des degrés divers pour les produits et les services que sont les biens de luxe, les œuvres d'art, les biens culturels, voire en matière de rémunération des hauts managers, des artistes, des sportifs, etc. C'est une invitation à refonder une théorie de la valeur qui ne s'appliquerait plus seulement à l'espace économique, mais au domaine social lui-même [Orléan, 2012]. C'est retrouver et approfondir la théorie des conventions qui de longue date a mis en évidence la pluralité des mondes et des critères de justification, l'espace marchand n'étant que l'un d'entre d'eux [Boltanski, Thévenot, 1991].

On mesure combien l'irruption d'une crise redistribue, tout au moins potentiellement, les cartes entre divers programmes de recherche, car elle fait ressortir le caractère tronqué et réducteur des analyses purement économiques. C'est aussi une forte incitation à un retour sur l'histoire économique, thème qui fait l'objet des développements qui suivent.

## 4. La théorie de la régulation comme réinsertion de l'économie politique dans l'histoire du capitalisme

Des travaux antérieurs – dont on trouvera les références sur les sites web de l'auteur, mentionnés au début de cet article – ont cherché à cerner les relations entre théorie économique et histoire à partir de divers objets tels que les régimes monétaires, l'émergence des institutions du marché, ou encore la succession et transformation des crises. D'autres recherches se sont interrogées sur les questions de méthode, la grande question du conflit de temporalité ou encore sur l'existence de lois en économie. Le présent article propose et soumet à la discussion quelques enseignements majeurs tirés de ces travaux : peut-on expliciter une épistémologie et une méthodologie qui permettent de réconcilier histoire, économie et politique ? Ces propositions dépassent la seule référence aux approches de la régulation et visent à introduire une réflexion plus générale au sein de la discipline économique.

### 4.1. Forger des concepts intermédiaires, cohérents avec diverses approches hétérodoxes

La confrontation avec l'histoire économique ne prend sens que si l'on admet que les travaux correspondants ne sont pas de simples illustrations d'une théorie achevée, mais le moyen d'en expliciter le pouvoir explicatif, ce qui invariablement en fait

apparaître les limites. À l'origine des travaux sur les transformations du capitalisme américain puis français, se trouve la convergence de trois approches pour définir un ensemble de notions communes et d'hypothèses à vérifier sur l'histoire longue de ces pays. De l'approche marxiste on retient l'idée que la configuration des rapports sociaux a un impact sur les schémas d'accumulation, au-delà de ceux imaginés par Marx qui concluait à l'existence d'une loi tendancielle. La notion de forme institutionnelle permet alors d'éclairer l'existence de divers régimes, tout comme le propose la théorie du déséquilibre. Les diverses formes institutionnelles façonnent la logique de l'action de sorte qu'il faut abandonner l'utopie d'une rationalité substantielle valable pour tous, en tout temps et tout lieu, au profit de la notion d'*habitus* proposée par Pierre Bourdieu.

Dès lors, la prévalence d'un régime ou d'un autre devient une question empirique à élucider en fonction de la période et de l'entité économique considérée. C'est à ce propos qu'intervient l'héritage de l'école historique des *Annales* tant en matière de coexistence de diverses temporalités que de reconnaissance du fait que chaque société a les crises de sa structure. L'école historique allemande avait déjà proposé une alternative au modèle universaliste des classiques anglais, mais c'est sans doute le mouvement des *Annales* qui a mené le plus loin les recherches empiriques sur la transformation des régimes économiques. Dans la période contemporaine, les chercheurs de la *Social Structure of Accumulation* ont développé pour les États-Unis une analyse des régimes de travail et de croissance et de leur transformation en longue période qui rejoint les travaux menés pour la France au titre de la théorie de la régulation [Reich *et al.*, 1982].

Ainsi, on pourrait avancer que l'interdisciplinarité commence au sein de la discipline économique elle-même : théories de la valeur, macroéconomie keynésienne ou kaleckienne et histoire économique peuvent collaborer à l'élaboration d'un programme de recherche commun. Il rencontre en outre les préoccupations de la sociologie de Pierre Bourdieu, ne serait-ce qu'à travers le concept d'*habitus* qui définit un processus historique de formation des « préférences » et stratégies d'acteurs appartenant à divers champs. En un sens, la théorie de la régulation recoupe nombre de disciplines de sciences sociales, sans pour autant prétendre les réunifier.

## 4.2. Expliquer les évolutions qui sont des anomalies pour les théories tant standards qu'hétérodoxes

Pourquoi ne pas se contenter de se référer aux théories existantes ? C'est simplement qu'elles livrent une interprétation satisfaisante des phénomènes passés, mais qu'elles s'avèrent incapables de rendre compte d'une rupture des régularités antérieures. La théorie de la régulation naît de l'observation de la coexistence d'une inflation soutenue en dépit d'une récession et d'une montée du chômage, phénomène qui lui-même se rattache à la rupture de la forte et relativement stable croissance qui prévalait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ceci invalide l'orthodoxie keynésienne bâtie sur un arbitrage entre inflation et chômage et qui postule qu'une gestion de la demande effective permet de retrouver une pleine utilisation des capacités de production et un retour aux tendances de longue période de la croissance. Les interprétations marxiennes soulignent à juste titre que les crises sont une

caractéristique récurrente de l'accumulation capitaliste, mais elles ont quelques difficultés à interpréter le régime de croissance antérieur, fondé sur une synchronisation du salaire réel et de la productivité. L'histoire met donc à l'épreuve des théories qui se croyaient générales. Elles résistent un temps en invoquant que le noyau dur de la théorie reste valide et érigent une ceinture de protection autour de leur paradigme, mais une conjoncture de crise donne une prime à la recherche de nouveaux cadres théoriques.

### 4.3. Revisiter l'histoire économique pour mettre en évidence invariants et nouveautés

Pour les contemporains, cette rupture des régularités antérieures apparaît sans précédent, car ils se réfèrent à l'histoire récente du régime économique. Pour les tenants d'une approche purement déductive, voire axiomatique, de l'économie, il s'agit de phénomènes exceptionnels puisque l'économie est condamnée à retourner à son équilibre de longue période, celui que formalise la théorie. Les premiers insistent sur la nouveauté, les seconds sur l'invariance. Le dilemme ne peut être tranché que si on replace la conjoncture contemporaine dans l'histoire longue. Ce fut la stratégie des recherches régulationnistes : relire et revisiter l'histoire économique des États-Unis et de la France afin d'en rendre compte dans un même cadre analytique. Il en ressort que les régimes d'accumulation viables résultent d'une mise en cohérence *ex post* d'un ensemble de formes institutionnelles, mais que chacun d'entre eux finit par déboucher sur une crise structurelle. Tel est l'invariant, mais les caractéristiques des ajustements macroéconomiques sont spécifiques à chacun de ces régimes.

Il est rassurant que des théoriciens de l'économie standard se soient tournés vers l'histoire pluriséculaire des crises financières pour combattre la naïveté des mathématiciens de la finance qui prétendaient avoir complètement maîtrisé le risque, éliminant ainsi la possibilité même de crise [Reinhart, Rogoff, 2011]. Ils rejoignent ainsi les historiens qui ont maintenu vivante cette approche de l'économie [Kindelberger, 1978 ; Eichengreen, Bord, 2002 ; Eichengreen, O'Rourke, 2009 ; 2010]. C'est aussi une réponse à la synthèse entre néo-keynésiens et nouveaux classiques dont les tenants se félicitaient de leur définitive victoire sur les cycles économiques et les crises grâce au quasi-achèvement de la macroéconomie [Blanchard, 2009]. Dans une approche institutionnelle et historique, un petit nombre de mécanismes invariants parcourt l'histoire des crises financières, mais ils se combinent en des configurations toujours différentes compte tenu du contexte institutionnel. Il se peut même qu'un encadrement adéquat des banques et des marchés financiers suffise à éliminer les crises dramatiques du passé comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale [Boyer *et al.*, 2004].

### 4.4. Expliciter les relations croisées entre société, droit, politique et économie

La fréquentation et la pratique des recherches en histoire économique et sociale ont un autre mérite. La discipline économique moderne est bâtie sur l'hypothèse que dominent des mécanismes économiques génériques, indépendants du contexte social, politique, juridique ou institutionnel. En quelque sorte, il existe certes une

certaines variétés des configurations institutionnelles, mais elles ne font que mettre en œuvre des ajustements macroéconomiques invariants et universels, simplement affectés par quelques frictions. Les analyses régulationnistes de longue période sur le capitalisme américain puis français démentent le bien-fondé de ce coup de force qui prétend instituer une économie pure. Il faut avoir cette foi chevillée au corps pour considérer par exemple que la formation du salaire nominal dans l'industrie française obéit à la même forme structurelle de 1789 aux années 1970 : non seulement les propriétés statistiques des séries ne montrent aucune invariance, mais encore l'impact des luttes sociales, du complexe processus d'intermédiation politique puis de la construction d'un droit du travail finit par se traduire par une transformation d'abord marginale puis, à l'échelle d'une ou plusieurs décennies, substantielle des facteurs explicatifs de l'évolution du salaire nominal et réel [Boyer, 1978].

Avec la rupture du régime de croissance de l'après-guerre et les multiples changements techniques, sociaux, politiques et institutionnels, cette dépendance du fonctionnement du « marché du travail » à l'égard du contexte n'a fait que se confirmer. Lorsque l'on procède sur la période contemporaine à des comparaisons internationales du rapport salarial, la différence des trajectoires de longue période et leur transformation lors des grandes crises apparaît clairement et invalide la croyance qu'il s'agirait simplement de variations de second ordre autour d'un même modèle canonique. Enfin, la crise de l'euro ouverte dans les années 2010 dérive très largement de l'hétérogénéité des spécialisations économiques et des profondes différences des modes de régulation, en particulier en matière de travail, entre les divers pays membres. Il devient de plus en plus difficile de soutenir la pertinence d'un même modèle de capitalisme, donc de la formalisation de leurs régimes macroéconomiques. Une confrontation systématique et rigoureuse des prédictions de la nouvelle économie classique et de la trajectoire économique des divers pays aurait permis de détecter ce facteur de crise.

## **4.5. Le temps des institutions est plus long que celui des cycles économiques**

Les recherches qui se confrontent aux évolutions historiques permettent de débusquer l'une des hypothèses implicites de la théorie walrasienne et par voie de conséquence aux théories macroéconomiques contemporaines : toutes les transactions opèrent avec la même fréquence. Ce que les travaux économétriques présentent comme un retard dans l'ajustement vers un équilibre de longue période témoigne du fait que le temps du marché monétaire n'est pas celui de la production, qui lui-même diffère de celui de la formation de capital ou encore de l'innovation et de la démographie [Boyer, 2013]. Un enseignement récurrent des analyses historiques inspirées par la théorie de la régulation est de souligner que plus d'une décennie est nécessaire pour que s'affirme un mode de régulation compatible avec une transformation des formes institutionnelles, supposant même qu'elles définissent une architecture viable [Boyer, Saillard, 1995]. Il est ainsi pour le régime d'accumulation tirée par la finance : les premières réformes concernant la création des fonds de pension datent du milieu des années 1970, la vague de libéralisation s'observe au milieu des années 1980 et ce n'est que dans les deux décennies suivantes que s'affirme le nouveau mode de régulation nord-américain [Boyer, 2011].



Or la concaténation de tous les temps, quelles que soient les sphères, demeure le péché mignon de la macroéconomie contemporaine : ainsi, les économistes continuent à affirmer que la vigueur des réformes structurelles (flexibilisation du contrat de travail, plus grande ouverture à la concurrence, etc.) est la condition pour que soit surmontée la récession consécutive à la spéculation sur l'effondrement de l'euro. De la même façon, la stratégie des autorités chinoises de promouvoir des réformes assurant l'autonomie du système d'innovation et une croissance tirée par le marché domestique bute-t-elle sur la temporalité propre à l'émergence puis la maturation d'un régime socio-économique en rupture par rapport à celui qui a permis la forte croissance des décennies passées. Dans l'un et l'autre cas, c'est oublier que la temporalité des réformes institutionnelles n'est pas calée sur celle du cycle économique.

#### **4.6. Une succession de régimes institutionnels en réponse aux grandes crises**

Les controverses entre nouveaux classiques et néo-keynésiens s'inscrivent cependant dans la même posture épistémologique : il existe un modèle théorique achevé qui s'applique en tout temps et tous lieux. Les écarts par rapport l'observation s'expliquent par l'irrationalité des gouvernements mus par des préoccupations exclusivement politiciennes. À nouveau, la fréquentation de l'histoire et le travail permanent d'ajustement d'une vision et d'une théorie aux résultats de l'observation invalident cette conception, bien commode pour rédiger des manuels, mais obstacle à une intelligibilité des mondes économiques réellement existants.

Les travaux inspirés par la théorie de la régulation apportent nombre d'indices, à défaut de preuves définitives, en faveur du rôle déterminant des grandes crises et des guerres dans la succession de régimes socio-économiques incorporant des compromis et des logiques différents : ils ne sont en rien la convergence vers un modèle gouverné par la plénitude d'une rationalité économique, et manifestent une certaine irréversibilité qui interdit de revisiter des régimes qui avaient fait leurs preuves dans le passé, mais qui depuis lors sont entrés en crise [Boyer, Chavance, Godard, 1991]. Ainsi est déçue la nostalgie d'un retour à l'âge d'or du fordisme en France, tout comme l'espoir de rénover le régime de croissance tirée par la finance aux États-Unis.

#### **4.7. Seule l'histoire permet de formuler des conjectures quant au processus de sorties des grandes crises**

Pour la plupart des théories, le processus de sortie des grandes crises constitue un défi majeur. Du côté de l'économie standard, en réponse à un choc exogène défavorable d'une ampleur exceptionnelle, le libre jeu des mécanismes de marché devrait assurer un retour rapide à la croissance. Du côté des historiens qui pensent en termes d'onde longue, certaines régularités régissent la durée des phases d'expansion puis de dépression : on peut donc les mobiliser pour anticiper les évolutions contemporaines. Les travaux historiques invalident l'une et l'autre de ces deux visions. En effet, les grandes crises proviennent de l'ampleur et de la durée d'un processus cumulatif de spéculation qui conduit à une transformation de l'ensemble de la société. Il en est ainsi pour la crise ouverte en 2008 : elle fait suite à un premier emballement spéculatif, celui de la nouvelle économie de l'Internet, qui se reporte ensuite sur l'immobilier ;

les déséquilibres accumulés se sont traduits par une transformation radicale de l'économie américaine, en termes de structure productive et stratification sociale. Un retour à un mythique équilibre perdu est hors d'atteinte. Dès lors, la crise n'est surmontée que si émerge une nouvelle forme de compatibilité entre les transformations des activités économiques, des relations sociales, des modes de vie et des formes de l'intervention publique. La complexité et l'entrelacement des processus correspondants questionnent la pertinence de la représentation de l'économie standard, mais aussi l'existence d'ondes longues d'une fréquence bien déterminée.

À ce titre, faire retour sur les analyses de l'économie américaine de la crise de 1929 au milieu des années 1950, analyser à nouveau la trajectoire de l'économie allemande de la Première à la Seconde Guerre mondiale, ou encore tirer toutes les leçons des décennies perdues de l'économie japonaise après l'éclatement de la bulle des années 1980, constituent autant de pistes en vue d'une meilleure intelligibilité de la période contemporaine.

## 5. Les obstacles à une réunification des sciences sociales

Les développements qui précèdent sont un plaidoyer en faveur d'une alliance de l'économie politique avec l'histoire économique, mais aussi celle des idées, des doctrines et des idéologies qui parcourent le champ de la recherche académique. Comment expliquer qu'il soit minoritaire, voire embryonnaire ? En fait, les obstacles à une économie politique rénovée, historique et institutionnelle, sont multiples et se sont renforcés à travers les réformes affectant la recherche et l'enseignement.

### 5.1. Face à la multiplication des anomalies, un durcissement des critères de la discipline économique

Cinq années après la faillite de Lehman Brothers et le trouble qu'elle n'a pas manqué de jeter sur la pertinence d'une macroéconomie réputée enfin scientifique, des observations convergentes suggèrent que les politiques économiques, en particulier en Europe, continuent à se référer comme justification implicite à des modèles défallants. Par ailleurs, les économistes standards s'affairent pour introduire un peu plus de subtilité dans un modèle de base qui continue à être régi par l'existence d'un équilibre seulement perturbé par des aléas tantôt favorables, tantôt défavorables. Ainsi joue à plein la notion de ceinture de protection d'un paradigme assailli par une multiplicité d'anomalies [Kuhn, 1970]. Déjà dans les années 1930, la première phase de la crise avait été associée à une réaffirmation des théories fondées sur l'existence d'un chômage exclusivement volontaire. Certains travaux d'histoire de la pensée économique suggèrent que la théorisation défallante n'est abandonnée que lorsqu'apparaît une alternative vers laquelle peut se reconvertir la profession [Backhouse, 2013] : il fallut attendre 1936 pour que soit publiée la *Théorie générale* et plus encore pour qu'elle influence tant soit peu [Boyer, 1990] la reconstruction et la conduite des politiques économiques après la Seconde Guerre mondiale. Peut-on en déduire qu'il suffit de donner du temps à la profession pour qu'elle propose une théorie à nouveau crédible ? D'autres obstacles se dressent contre une ambitieuse refondation.

## 5.2. Une spécialisation de plus en plus étroite bloque les échanges entre disciplines

Dans l'entre-deux-guerres, les économistes étaient quelques milliers et aux États-Unis, ils pouvaient tous se rassembler dans les jardins de la Maison blanche pour une photo de famille à l'occasion de la rencontre annuelle de l'*American Economic Association*. Un petit nombre de revues permettait à diverses approches de se confronter, sur le modèle de ce que fut la création de la revue *Econometrica*. Aujourd'hui, les économistes se comptent en centaines de milliers, ils sont de plus en plus spécialisés en termes de sous-disciplines, de sujets, d'aire géographique et de techniques d'investigation et par voie de conséquence de publications. En réponse à la reine d'Angleterre qui s'étonnait de la piètre performance des économistes en matière d'anticipation de la crise, l'Académie royale répondit que chacun avait fait de son mieux, mais que la profession dans son ensemble n'avait peut-être pas compris la nature des interactions entre les divers domaines et avait manqué d'imagination. En effet, la division du travail au sein de la profession des économistes a atteint un degré tel que prévaut un état d'anomie : les hypothèses, les théories les plus contradictoires peuvent donc durablement coexister et prospérer.

Ainsi, pour les mathématiques financières, les nouveaux produits dérivés réduisent le risque individuel alors que pour la microéconomie basée sur les asymétries d'information ils contribuent à créer de nouveaux risques. Des prix Nobel avaient couronné l'une et l'autre des deux théories. De même, les marchés financiers peuvent être simultanément efficaces pour Eugene Fama, mais victimes de redoutables irrationalités et de mimétisme pour Robert Shiller, qu'importe : les deux théories sont récompensées en 2013 par un même prix Nobel. Imagine-t-on l'équivalent en physique, le jury donnant simultanément le prix aux tenants et adversaires de la mémoire de l'eau ?

## 5.3. L'obsession de la cohérence formelle et le conformisme nuisent gravement à la pertinence des théories économiques

Face à un monde complexe, le chercheur peut se proposer de détecter l'existence de certains processus à partir d'un permanent effort de confrontation de diverses hypothèses et théories avec le résultat de ses observations. Hélas les méticuleuses études de cas et l'économétrie ne permettent que rarement de trancher. Face à cette incertitude pourquoi ne pas faire retour aux fondamentaux de la profession : rationalité des comportements et des anticipations et équilibres de marché ? C'est précisément la stratégie choisie par les tenants de la nouvelle macroéconomie classique et cela ne leur a guère réussi :

« Le cœur actuel de la macroéconomie – c'est-à-dire principalement l'approche dite des modèles dynamiques stochastiques d'équilibre général – est tellement hypnotisé par sa propre logique interne qu'il confond la précision obtenue dans son monde avec celle du monde réel. C'est dangereux pour des raisons tant méthodologiques que tenant à la politique. En matière de méthodologie, la recherche macroéconomique a choisi un mode d'ajustement fin à l'intérieur d'un maximum local au sein du monde de son propre modèle, alors que nous

devrions opérer sur le mode d'une exploration large. Nous sommes trop loin d'une vérité absolue pour être aussi spécialisés et affirmatifs en matière quantitative comme le fait souvent le cœur de la discipline. En matière de politique, cette fausse précision crée l'illusion que des ajustements marginaux dans le style actuel de politique préviendront les crises futures ; ce faisant, cela nous expose indûment au nouveau et à l'inattendu. » [Caballero, 2010, p. 85]

La grande théorie est donc en crise et la tâche est tellement immense que l'on comprend sans peine que les jeunes chercheurs ne se précipitent pas pour relever le défi. Ils préfèrent élaborer des modèles partiels et locaux dont ils sont heureux de tester par l'économétrie des effets, le plus souvent de second ordre par rapport à la myriade de variables adjoindes qui sont introduites sans grande justification théorique. De plus, il est devenu rarissime qu'un article réfutant une théorie à la mode soit publié, car en économie les referees n'apprécient pas les résultats négatifs. Voilà qui paralyse la seconde grande stratégie de recherche : la patiente, méticuleuse et cumulative recherche de régularités. Hélas, ce trait n'est pas propre à l'économie puisque parmi les publications dans les revues de biologie la proportion des articles montrant des résultats négatifs a baissé de 30 % en 1990 à 14 % aujourd'hui [The Economist, 2013, p. 11]. Ainsi, la discipline économique est-elle écartelée entre l'autisme des grands théoriciens et un « confirmationnisme » mimétique de la myriade des chercheurs appliqués.

## 5.4. Enseignement et critères d'évaluation de la recherche fonctionnent sur une base monodisciplinaire

Il y a un demi-siècle, en France, l'économie et le droit étaient enseignés dans la même faculté et la plus grande importance était accordée à l'histoire des doctrines économiques et aussi à l'histoire économique. La modernisation de l'enseignement a été associée à une séparation des deux disciplines, à la montée en régime de la formation à la discipline mathématique comme préliminaire à l'étude des phénomènes économiques et finalement au quasi-abandon des références à l'histoire dans les cursus de base. Le recrutement des enseignants et des chercheurs a évolué en conséquence, les filières de formation se sont bien sûr diversifiées, mais les plus prestigieuses telles que la finance, la théorie monétaire et la macroéconomie sont celles qui se sont le plus autonomisées par rapport aux disciplines des sciences sociales voisines : sociologie, sciences politiques et histoire.

Périodiquement, les autorités en charge de l'organisation et de l'administration de la recherche perçoivent l'intérêt, voire la nécessité d'approches pluridisciplinaires pour éclairer certaines transformations contemporaines. Pourtant, les recrutements ont continué à être organisés par référence aux disciplines déjà constituées, tout au moins dans les sciences sociales. C'est en particulier ainsi qu'a décliné l'histoire économique en France : face à la rareté des postes, la section économie et gestion a privilégié le cœur de la discipline, renvoyant aux historiens la tâche de développer l'histoire économique ; symétriquement, les historiens n'ont pas manqué d'adresser vers la section correspondante du CNRS les économistes qui voulaient se spécialiser en histoire économique.

### **5.5. Le principe « publish or perish » n'est guère favorable au temps long nécessaire à la refondation d'une discipline**

Clairement les critères d'évaluation se sont considérablement durcis pour la discipline économique du fait de la mise en concurrence explicite des revues, puis de leur classement et enfin de la diffusion des critères supposés assurer l'objectivité dans l'évaluation de la qualité d'un vaste ensemble de travaux hétérogènes. L'essor de la bibliométrie et des techniques visant à mesurer l'impact des articles et des revues achève de donner le primat aux recherches du cœur de la discipline, celles fondées sur un retour aux bases de la microéconomie. Cette systématisation de l'évaluation s'est accompagnée d'un durcissement de la concurrence entre chercheurs : ils sont sommés de produire le plus grand nombre possible d'articles dans des revues de rang moyen ou mieux encore de percer en publiant un article dans les toutes premières revues de la profession. Or, par définition, la hiérarchie des revues est largement l'héritage du passé, ce qui introduit une nette tendance au conservatisme. À l'opposé, les champs nouveaux suscitent la création de nouvelles revues, mais il leur faut du temps pour que, même de qualité, elles soient reconnues et intégrées dans les classements.

La professionnalisation de la recherche a aussi eu pour conséquence de rechercher un contrôle plus étroit de la carrière des économistes : les centres qui visent à l'excellence imposent ainsi un minimum de publications annuelles et un constant relèvement dans la hiérarchie des revues dans lesquelles il convient de publier. En conséquence, cette pression à la publication n'est guère favorable aux longues périodes de réflexion et de travail collectif qui permettraient des percées significatives en matière de refondation de la discipline économique. Il existe certes des financements pluriannuels, mais ils ne sont qu'un antidote partiel à la lourde machine des recrutements et des avancements du monde académique.

Un dernier obstacle à une réinsertion de l'économie dans les sciences sociales doit être mentionné : si pendant plusieurs décennies le recrutement des enseignants et des chercheurs a privilégié l'appartenance au paradigme central de la discipline, aujourd'hui en crise, où sont les acteurs d'un renouveau de la discipline ? À titre d'exemple, lorsqu'en France des étudiants protestataires demandèrent la réintroduction de cours d'histoire économique, dans la plupart des cas aucun des enseignants du département n'avait la capacité de les assurer. De même, lorsqu'un généreux donateur proposa à la New School de New York de recruter un brillant économiste hétérodoxe, la surprise fut de découvrir que, dans l'année écoulée, aucun candidat ne répondait à cette condition. L'inertie de la démographie du corps enseignant est un redoutable obstacle à une réinsertion de l'économie dans les sciences sociales, d'autant plus que l'internationalisation des normes du système universitaire, par exemple à travers l'accord de Bologne, introduit un autre facteur de conservatisme dans l'enseignement.

## 6. Conclusion : la discordance des temps de l'économie et des théories

Faut-il pour autant désespérer ? Il est temps de mentionner les facteurs qui au contraire poussent vers un renouveau d'une économie politique, branchée sur l'histoire et ouverte aux autres disciplines des sciences sociales.

- En premier lieu, il est de plus en plus clair que la crise ouverte en 2008 marquera une césure dans l'histoire de l'économie-monde : le risque d'une dépression cumulative a été enrayé, mais les politiques économiques opèrent en *terra incognita*, car nulle théorie ne permet d'anticiper les conséquences de l'arrêt des politiques monétaires exceptionnellement accommodantes. Rendre à nouveau intelligible le monde économique contemporain est devenu essentiel. La vieille macroéconomie est intellectuellement (mais pas institutionnellement) morte, mais la nouvelle se fait attendre.
- En second lieu, il devient impossible de maintenir l'hypothèse de séparabilité de la finance et de l'économie, de l'économie et de la société du fait de la montée des inégalités, de la société et de la sphère politique comme en témoigne l'évolution de l'Union européenne comme des États-Unis, de l'économie et de l'environnement, sans oublier que la base implicitement nationale de la plupart des sciences sociales est mise à l'épreuve par la montée des interdépendances à l'échelle mondiale. Les barrières disciplinaires sont devenues un obstacle majeur : elles devraient finir par céder !
- Enfin, il se pourrait qu'émergent en dehors des structures nationales des réseaux internationaux regroupant une communauté de chercheurs capables d'ouvrir un dialogue avec d'autres disciplines, préoccupés de redonner vigueur et pertinence à des sciences sociales recomposées, si ce n'est réunifiées. C'est la montée en régime de telles initiatives qui devrait permettre à terme de réformer les systèmes nationaux d'enseignement et de recherche. On fait référence, entre autres, à l'explosion des recherches en sociologie de l'économie, à l'essor de la socioéconomie ou encore au renouveau d'intérêt de certains économistes pour l'histoire.

Question angoissante : cette communauté sera-t-elle prête avant ou après que n'éclate la prochaine grande crise ?

### Bibliographie

- AKERLOF George A. (1984), *An Economic Theorist's Book of Tales*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ARTUS Patrick (1990), « Quand la création d'un marché à terme peut-elle déstabiliser le cours au comptant ? », *Revue économique*, vol. 41, n° 1, p. 71-93.
- AUTUME Antoine (D'), CARTELIER Jean (dir.) (1995), *L'Économie devient-elle une science dure ?*, Paris, Economica.
- BECKERT Jens (2011), « Imagined futures, Fictionality in economic action », *Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung Discussion Paper*, n° 11-8.
- BACKHOUSE Roger (2013), « Responding to economic crisis: macroeconomic revolutions in the 1930s and 1970s », in Mats BENNER (dir.), *Before and Beyond the Global Economic Crisis*, Cheltenham UK, Edward Elgar.

- BLANCHARD Olivier (2009), « L'état actuel de la macroéconomie », *Revue française d'économie*, vol. 24, n° 1, p. 3-40.
- BOISSIEU Christian (DE), JACQUILLAT Bertrand (dir.) (2010), *À quoi servent les économistes ?*, Presses universitaires de France, Paris, coll. « Les cahiers du Cercle des économistes ».
- BOLTANSKI Luc, THÉVENOT Laurent (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris.
- BOYER Robert (1978), « Les salaires en longue période », *Économie et statistique*, n° 103, p. 27-57.
- BOYER Robert (1989), « Économie et Histoire : vers de nouvelles alliances ? », *Annales E.S.C.*, n° 6, p. 1397-1426.
- BOYER Robert (2011), *Les Financiers détruiront-ils le capitalisme ?*, Economica, Paris.
- BOYER Robert (2013), « Les crises financières comme conflit de temporalités », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 117, p. 69-88.
- BOYER Robert, SAILLARD Yves (1995), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris, 2001.
- BOYER Robert, CHAVANCE Bernard, GODARD Olivier (dir.) (1991), *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Éditions de l'EHESS, Paris.
- BOYER Robert, DEHOVE Mario, PLIHON Dominique (2004), *Les crises financières*, Rapport du Conseil d'analyse économique, n° 50, La Documentation française, Paris.
- CABALLERO Ricardo J. (2010), « Macroeconomics after the crisis: time to deal with the pretense-of-knowledge syndrome », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 24, n° 4, p. 85-102.
- CHARPE Matthieu (2009), « Dette des ménages et instabilité financière », *Revue de la Régulation*, n° 5, 1<sup>er</sup> semestre, <http://regulation.revues.org/index7464.html>.
- COLANDER David, BRENNER Reuven (dir.) (1992), *Educating Economists*, Ann Arbor, The University of Michigan Press.
- CORDONNIER Laurent (2011), « Pourquoi les économistes se sont-ils trompés à ce point ? », *L'économie politique*, n° 50, p. 32-44.
- COWLES COMMISSION (1952), *Economic Theory and Measurement. A twenty years Research Report, 1932-1952*, <http://cowles.econ.yale.edu/P/reports/1932-52.htm>.
- DAVIS E. Paul (1992), *Debt, Financial Fragility, and Systemic Risk*, Oxford, Oxford University Press.
- EICHENGREEN Barry, BORDO Michael D. (2002), « Crises now and then: What lessons from the last era of financial globalization », *NBER Working Paper* n° 8716.
- EICHENGREEN Barry, O'ROURKE Kevin H. (2009), « A Tale of Two Depressions », *Vox*, 1<sup>er</sup> septembre, <http://www.voxeu.org/index.php?q=node/3421>.
- EICHENGREEN Barry, O'ROURKE Kevin H. (2010), « What do the new data tell us? », *Vox*, 8 mars, <http://www.voxeu.org/index.php?q=node/3421>.
- FISHER Irwin (1933), « Une théorie de la déflation par la dette », traduction française et réédition dans *Revue française d'économie*, vol. 3, n° 3, p. 159-182.

- FOURCADE Marion (2010), *Economists and Societies. Discipline and Profession in the United States, Great Britain and France*, Princeton University Press, Princeton.
- GARBER Peter M. (2000), *Famous First Bubbles: The Fundamentals of Early Manias*, MIT Press, Cambridge.
- FROUD Julie, MORAN Michael, WILLIAMS Karel (2012), « Stories and interests in finance: agendas of governance before and after the financial crisis », *Governance*, 25, n° 1, p. 35-59.
- INGRAO B., ISRAEL G. (1990), *The Invisible Hand. Economic Equilibrium in the History of Science*, The MIT Press, Cambridge.
- LI Honggang, BARKLEY Rosser J. Jr. (2001), « Emergent volatility in asset markets with heterogeneous agents », *Discrete Dynamics in Nature and Society*, vol. 6, n° 3, p. 171-180.
- KEYNES John Maynard (1930), *Treatise on Money*, Macmillan, Londres.
- KEYNES John Maynard (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Cambridge University Press, Cambridge.
- KINDLEBERGER Charles P. (1978), *Manias, Panics and Crashes*, Basics Books, New York.
- KIRMAN Alan (1992), « Whom or what does the representative individual represent? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 6, n° 2, p. 117-136.
- KLAMER Arjo (1988), *Entretiens avec des économistes américains*, Éditions du Seuil, Paris.
- KRIPPNER Greta (2011), *Capitalizing on Crisis. The Political Origins of the Rise of Finance*, Harvard University Press, Cambridge MA.
- KRUGMAN Paul (2009), « Why did economists get it so wrong? », *The New York Times*, 2 septembre.
- KUHN Thomas (1970), *La Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, trad. française 1983, Paris, coll. « Champs ».
- HEMPEL Carl G. (1984), « Methodology of science: descriptive and prescriptive facets », Mimeograph The Mortimer and Raymond Sackler Institute of Advanced Studies, Tel Aviv University.
- LAMONT Michèle (2009), *How Professors Think: Inside the curious world of academic judgment*, Harvard University Press, Cambridge MA.
- LATOUCHE Serge (2005), *L'Invention de l'économie*, Albin Michel, Paris.
- LAWSON Tony (2003), *Reorienting Economics*, Routledge, Londres.
- LE VAN-LEMESLE Lucette (2004), *Le Juste et le Riche. L'enseignement de l'économie politique, 1815-1950*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Paris.
- LORDON Frédéric (2002), *La Politique du capital*, Odile Jacob, Paris.
- LUCAS Robert E. (1983), *Studies in Business Cycle Theory*, The MIT Press, Cambridge MA.
- MCCLOSKEY Donald N. (1990), *If You're So Smart. The narrative of economic expertise*, The University of Chicago Press, Chicago.
- MACKENZIE Donald, MILLO Yuval (2003), « Constructing a market, performing theory: the historical sociology of a financial derivatives exchange », *American Journal of Sociology*, 109, n° 1, p. 107-145.



- MANDELBROT Benoît, HUDSON Richard (2005), *Une approche fractale des marchés*, Odile Jacob, Paris.
- MINFORD Patrick (2009), « The banking crisis: a rational interpretation », *CEsifo Economic Conference on "What's wrong with modern macroeconomies*, 6-7 novembre, Munich.
- MINSKY Hyman (1986), *Stabilizing an Unstable Economy*, McGraw-Hill, New York.
- ORLÉAN André (1990), « Le rôle des influences interpersonnelles dans la détermination des cours boursiers », *Revue économique*, 41, p. 839-868.
- ORLÉAN André (1999), *Le Pouvoir de la finance*, Odile Jacob, Paris.
- ORLÉAN André (2011), *L'Empire de la valeur*, Le Seuil, Paris.
- REICH Michael, GORDON David, EDWARDS Richard (1982), *Segmented Work, Divided Workers: The Historical Transformation of Labor in the United States*, Cambridge University Press, Cambridge.
- REINHART Carmen M., ROGOFF Kenneth (2011), *This Time Is Different: Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton University Press, Princeton
- ROBINSON Joan (1974), « History versus equilibrium », *Thames Papers in Political Economy*. Réédité dans *Joan Robinson Collected Economic Papers*, vol. V, Basil Blackwell, Oxford, 1979.
- ROSENBERG Alexander (1992), *Economics. Mathematical politics or science of diminishing returns?*, The University of Chicago Press, Chicago.
- SHILLER Robert, AKERLOF George (2011), *Animal Spirits. How Human Psychology Drives the Economy, and Why It Matters for Global Capitalism*, Princeton University Press, Princeton.
- SMETS Franj, WOUTERS Raf (2002), « An estimated stochastic dynamic general equilibrium model of the euro area », *Working Paper Series*, n° 171, European Central Bank (International Seminar on Macroeconomics), August.
- SORNETTE Didier (2003), *Why Stock Markets Crash. Critical Events in Complex Financial Systems*, Princeton University Press, Princeton NJ.
- THE ECONOMIST (2013), « How science goes wrong », 19-25 octobre, p. 11.
- WEISBUCH Gérard, ZWIRN Hervé (dir.) (2010), *Qu'appelle-t-on aujourd'hui les sciences de la complexité? Langages, réseaux, marchés, territoires*, Vuibert, Paris, coll. « Philosophie des sciences ».
- WEST Scot, ANTHONY Mitch (2000), *Storyselling for Financial Advisors: How Top Producers Sell*, Kaplan Publishing, Wokingham.
- WHITLEY Richard (1984), *The Intellectual and Social Organization of the Sciences*, Clarendon Press, Oxford.